

ACTION URGENTE

DOCUMENT PUBLIC

ÉFAI – 000684 – AMR 23/084/00AU 325/00

Avertissement : Amnesty International défend des individus sans prendre position ni sur leurs idées ni sur les organisations auxquelles ils pourraient adhérer.

CRAINTES POUR LA SÉCURITÉ / « DISPARITIONS » PRÉSUMÉES

COLOMBIE

Ramón Aguilú Gaitán Nelson Aguilú Gaitán Pedro Pablo Ramón Encinosa Díaz,
17 ans Yineth Alvarado (f) Fernay N. Ríos, 15 ans

et au moins 14 autres jeunes gens âgés de 13 à 25 ans et originaires de la municipalité de Puerto Gaitán, dans le département du Meta

Des personnes déplacées établies à Villavicencio, dans le département du Meta, et des membres de *Pastoral Social*, une organisation dépendant de l'Église catholique qui leur prête assistance

Londres, le 25 octobre 2000

Des paramilitaires auraient enlevé au moins 20 jeunes gens, dont ceux dont le nom figure ci-dessus. Selon certaines sources, ils auraient l'intention de les enrôler de force. Amnesty International est vivement préoccupée par la sécurité des jeunes kidnappés.

Ces jeunes gens ont apparemment été enlevés entre le 20 et le 23 octobre par des groupes paramilitaires opérant dans la municipalité de Puerto Gaitán, dans le département du Meta, situé au centre de la Colombie. Tous sont âgés de treize à vingt-cinq ans. Ils auraient été frappés, contraints à monter dans des camions et conduits dans une exploitation agricole des environs connue sous le nom d'*El Brasil*, qui servirait aux paramilitaires de base et de camp d'entraînement.

Des paysans qui ont fui leurs maisons, situées dans le Meta, un département rural, pour échapper à des violences à caractère politique et qui ont trouvé refuge dans la capitale du département, Villavicencio, sont également la cible d'attaques. Selon des informations recueillies par Amnesty International, des paramilitaires ont récemment tué quatre des membres des communautés déplacées, qui s'étaient réfugiées à Ciudad Porfía, San Carlos El Rodeo, et El Milagro, des quartiers de la capitale. Des paramilitaires auraient l'intention de mener une attaque dans le quartier de Ciudad Porfía.

Les personnes déplacées sont souvent accusées d'être des sympathisants ou des collaborateurs de la guérilla par les forces de sécurité et leurs alliés paramilitaires. Ces accusations sont fréquemment suivies de menaces de mort et de graves atteintes aux droits humains. Les organisations qui travaillent avec les communautés déplacées sont également prises pour cibles, et des membres de *Pastoral Social*, une organisation dépendant de l'Église catholique qui subvient aux besoins en logement et en nourriture des personnes déplacées réfugiées à Villavicencio, seraient en danger.

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Les déplacements forcés de population ont mis en évidence l'aggravation alarmante de la situation des droits humains en Colombie. Les personnes déplacées sont fréquemment victimes de graves atteintes aux droits humains imputables aux forces de sécurité et à leurs alliés paramilitaires, qui tentent de réduire ces communautés au silence et de les empêcher de faire connaître leur sort au reste du monde.

En Colombie, l'armée régulière et les forces de sécurité, ainsi que leurs alliés paramilitaires, commettent de graves atteintes aux droits humains en bénéficiant d'une impunité quasi totale. Ces cinq dernières années, plusieurs milliers de civils ont été tués par des formations paramilitaires. Bien que le gouvernement colombien ait suspendu en 1989 les dispositions constitutionnelles autorisant la création des organisations paramilitaires, et donné pour instructions aux forces armées de combattre et de démanteler ces groupes, les formations paramilitaires continuent d'opérer avec le soutien des forces de sécurité dans de nombreuses régions du pays.

Les groupes armés d'opposition commettent également de graves violations du droit international humanitaire, notamment en exécutant des personnes qu'ils accusent de collaborer avec les forces de sécurité ou des formations paramilitaires ou de les soutenir.

ACTION RECOMMANDÉE : télégramme / aérogramme / lettre par avion / fax (en espagnol ou dans votre propre langue) :

- dites-vous préoccupé par la sécurité des vingt personnes qui auraient été enlevées par des paramilitaires dans la municipalité de Puerto Gaitán, et dont on ignore tout du sort ;
- exhortez les autorités à faire tout ce qui est en leur pouvoir pour déterminer l'endroit où se trouvent ces personnes et garantir leur sécurité ;
- demandez instamment que soit menée une enquête exhaustive et impartiale sur ces « disparitions », que les conclusions en soient rendues publiques et que les responsables présumés soient déférés à la justice ;
- appelez les autorités à garantir la sécurité des personnes déplacées qui se sont réfugiées à Ciudad Porfía et dans d'autres districts de Villavicencio ainsi que des membres de l'organisation *Pastoral Social*, en prenant toutes les mesures que les personnes menacées jugeront nécessaires ;
- demandez instamment que soit ouverte une enquête exhaustive et impartiale sur les liens existant entre les forces de sécurité et les groupes paramilitaires opérant dans le département du Meta, que les résultats en soient rendus publics et que ceux qui soutiennent ces groupes ou en font partie soient traduits en justice ;
- exhortez les autorités à prendre immédiatement des mesures efficaces en vue de combattre et de démanteler les groupes paramilitaires, conformément aux engagements pris à plusieurs reprises par le gouvernement et aux recommandations formulées par les Nations unies.

APPELS À :

Président de la République :
Señor Presidente Andrés Pastrana Arango
Presidente de la República
Palacio de Nariño
Carrera 8 No. 7-26
Santafé de Bogotá, Colombie
Fax : 57 1 286 7434 / 286 6842 / 287 7939 / 284 2186 / 289 3377 / 337 1351
Formule d'appel : *Excelentísimo Sr. Presidente*, / Monsieur le Président de la République,

Vice-Président de la République :
Señor Vicepresidente Gustavo Bell Lemus
Alto Consejero Presidencial para asuntos de Derechos Humanos y lucha Contra la Corrupción
Cra. 8 #7-26,
Palacio de Nariño
Santafé de Bogotá, Colombie
Fax : 571 337 1351
Formule d'appel : *Excelentísimo Sr. Vicepresidente*, / Monsieur le Vice-Président de la République,

Ministre de la Défense :
Dr. Luis Fernando Ramírez Acuña
Ministro de Defensa Nacional
Ministerio de Defensa Nacional
Avenida Eldorado CAN – Carrera 52
Santafé de Bogotá, Colombie
Télégrammes : Ministro Defensa, Bogotá, Colombie
Télex : 42411 INPRE CO; 44561 CFAC CO
Fax : 571 222 1874
Formule d'appel : *Sr. Ministro*, / Monsieur le Ministre,

COPIES À :

Defensor del Pueblo (médiateur) :
Sr. Eduardo Cifuentes
Defensor del Pueblo, Defensoría del Pueblo Calle 55, No. 10
– 32/46, Santafé de Bogotá
Colombie

Haut-Commissaire des Nations unies pour les réfugiés :
Alto Comisionado de las Naciones Unidas para Refugiados (ACNUR)
Calle 114 No. 9-01 Edificio Teleport Torre A Oficina 601
Santafé de Bogotá, Colombie

ainsi qu'aux représentants diplomatiques de la Colombie dans votre pays.

Veuillez également faire part de ces sujets de préoccupation à votre propre gouvernement. Demandez-lui de condamner publiquement ces enlèvements et de prêter attention aux initiatives éventuellement prises par le gouvernement colombien pour qu'ils fassent l'objet d'une enquête exhaustive et pour que les auteurs présumés de ces agissements soient déférés à la justice. Demandez également aux autorités de votre pays de veiller à ce que le gouvernement colombien combatte réellement les groupes paramilitaires opérant dans cette région du pays.

Les communautés déplacées qui ont trouvé refuge à Villavicencio bénéficiant du soutien de l'Office humanitaire de la Commission Européenne (ECHO), les lettres adressées par les citoyens de l'Union européenne à leurs gouvernements respectifs pourraient se révéler particulièrement efficaces.

PRIÈRE D'INTERVENIR IMMÉDIATEMENT. APRÈS LE 6 DECEMBRE 2000, VÉRIFIEZ AUPRÈS DE VOTRE SECTION S'IL FAUT ENCORE INTERVENIR. MERCI.

La version originale a été publiée par Amnesty International, Secrétariat international, 1 Easton Street, Londres WC1X 0DW, Royaume-Uni. Seule la version anglaise fait foi. La version française a été traduite et diffusée par les Éditions Francophones d'Amnesty International - ÉFAI -